

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE DU BASSIN VERSANT DE LA BRECHE

DEL 2022/12

ARRETE CADRE DEPARTEMENTAL DE L'OISE

		Nombres de membres	
Date de convocation :	31 mai 2022	En exercice :	21
Date d'affichage :	31 mai 2022	Présents :	7
Séance du :	16 juin 2022	Votants :	9

L'AN DEUX MILLE VINGT-DEUX, LE SEIZE JUIN A DIX-HUIT HEURES TRENTE, les membres du Conseil syndical du Syndicat mixte du bassin versant de la Brèche, régulièrement convoqués, se sont réunis en séance ordinaire, au domaine de Béthencourt, à Bailleva (Oise).

Membres titulaires présents : Messieurs Jean-Paul BALTZ, Patrick DAVENNE, Olivier DE BEULE, Jean-Jacques DEGOUY, Olivier FERREIRA, Francis THOMAZON.

Membre suppléant présent : Monsieur Thierry BALLINER.

Membres titulaires absents : Mesdames Chantal BARBAY, Francine PELTIER (pouvoir à Monsieur Jean-Jacques DEGOUY), Messieurs Jean-Guy BRUYER Jean-François CROISILLE, Frans DESMEDT, Bernard DUBOUIL, Raymond GALLIEGUE (pouvoir à Monsieur Olivier FERREIRA), Jean-Pierre GOURDOU, Patrick GUIBON, Jérémy LAGACHE, Francis MENU, Alexandre OUIZILLE, Jean-Claude PELLERIN, Nicolas TASSEL, Christophe YSSEMBOURG.

Le quorum étant atteint (au tiers, conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021), le Conseil peut valablement délibérer.

L'arrêté cadre délimitant les zones hydrographiques homogènes sur le département de l'Oise, définissant les seuils en cas de sécheresse et la nature des mesures coordonnées de gestion de l'eau sera prochainement signé par la Préfète de l'Oise. Il a été au préalable présenté au comité de gestion de la ressource en eau le 17 mai 2022.

Cet arrêté contient plusieurs modifications par rapport au précédent. En particulier, il permet, via l'article 6.2, une dérogation à d'éventuelles restrictions pour les cultures légumières de plein champ, sur simple déclaration de l'exploitant, et ce quel que soit l'état hydrologique.

Tous les avis exprimés avant le comité de gestion ou en séance (services de l'Etat, syndicats de bassin versant) ont été pour retirer cet article, qui a malgré tout été maintenu. Cet article va à l'encontre des principes de gestion équilibrée de la ressource en eau et de l'objectif du SAGE, qui vise à concilier la ressource en eau avec les usages. Il remet également en cause l'efficacité des mesures prises sur les autres usagers en cas de passage en crise.

Le conseil syndical ne souhaite pas interdire l'irrigation sur les cultures légumières de plein champ mais estime que la dérogation devrait être demandée et justifiée au cas par cas, et non être accordée de fait

comme le prévoit cet article. L'arrêté cadre contient d'ailleurs un article permettant aux services de l'Etat d'accorder une dérogation sur demande (article 6.3), article qui pourrait donc être utilisé pour irriguer une culture légumière de plein champ en période de crise.

Le conseil syndical, après délibération, à l'unanimité,

Exprime son désaccord vis-à-vis de cet arrêté cadre,

Demande à la Préfète de l'Oise de revoir l'écriture de cet arrêté en supprimant l'article 6.2, mais en gardant bien l'article 6.3,

Précise que l'objet n'est pas d'interdire l'irrigation sur les cultures légumières de plein champ mais de mieux l'encadrer en cas de crise.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits

Certifié exécutoire, compte tenu de la réception

en sous-préfecture.